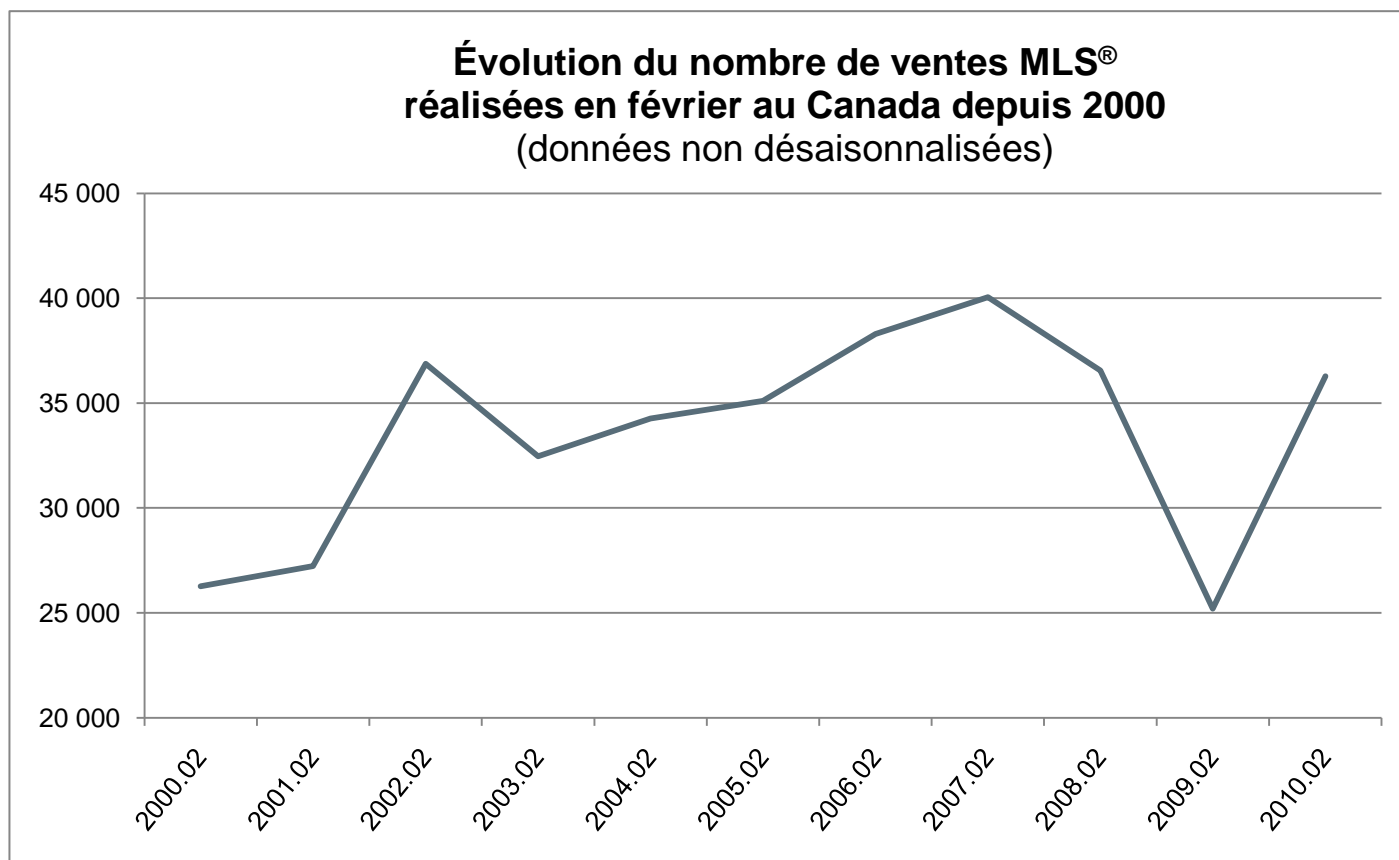


Les ventes de maisons existantes au Canada retrouvent leur niveau d'avant la récession en février

Selon l'Association canadienne de l'immeuble (ACI), 36 275 transactions (données non désaisonnalisées) ont été réalisées sur le marché de la revente au Canada en février 2010, soit une hausse de 44 % comparativement au mois de février 2009, qui, en pleine récession, avait été marqué par un recul des ventes de 31 %. Cela fait maintenant neuf mois que l'on observe une croissance du nombre de transactions sur le marché de la revente canadien, qui a atteint en février 2010 pratiquement le même niveau de ventes qu'avant la récession. En février 2008, 36 555 propriétés avaient été vendues. Le nombre de ventes effectuées au Canada en février 2010 demeure toutefois inférieur de 9 % au sommet atteint en février 2007 (40 059 transactions). La progression des ventes a été particulièrement marquée au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique avec des hausses respectives de 38 %, 54 % et 63 % en février 2010 par rapport au même mois l'an dernier.



Source : Association canadienne de l'immeuble

Toujours selon l'ACI, le prix moyen pour l'ensemble des propriétés existantes vendues au Canada en février 2010 s'est élevé à 335 655 \$, soit une hausse de 18 % par rapport au niveau atteint un an auparavant et de 8 % par rapport au dernier record pour un mois de février établi en 2008 (311 669 \$).

Pour consulter le communiqué officiel de l'ACI, [cliquez ici](#).



Précisions sur le marché de la revente au Canada

Les données sur le marché de la revente pour l'ensemble du Canada sont publiées mensuellement (aux alentours du 15^e jour de chaque mois) par l'Association canadienne de l'immeuble (ACI).

Le marché de la revente au Canada et le marché de la revente au Québec

L'évolution du marché de la revente au Canada est un bon point de comparaison avec l'activité immobilière au Québec. Il est particulièrement intéressant de comparer la situation du marché de la revente dans les grands centres urbains canadiens. Aussi, de par son influence potentielle sur la confiance des consommateurs, l'activité sur le marché immobilier dans le reste du Canada peut avoir un effet sur le marché québécois. Par exemple, une situation difficile sur le marché immobilier dans l'ouest du Canada peut avoir une influence négative sur les consommateurs québécois, qui pourraient s'inquiéter de voir également une dégradation de l'activité immobilière au Québec.